

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Le ministère du Procureur général est chargé de l'administration et de la prestation des services de justice dans toutes les communautés de l'Ontario. Il coordonne l'administration des services dispensés par les tribunaux criminels, les tribunaux civils et les tribunaux de la famille grâce à un réseau de plus de 250 greffes, et offre des services aux tribunaux et des services d'aide judiciaire. Le ministère intente des poursuites en vertu du *Code criminel* du Canada, de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et de lois provinciales. Il met en place un réseau de services intégrés et améliorés à l'intention des victimes d'actes criminels, à qui il offre un vaste éventail de services, tels que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins. Font également partie du ministère le Bureau du Tuteur et curateur public, le Bureau de l'avocat des enfants et le Programme de visites surveillées. Le ministère offre par ailleurs des conseils d'experts juridiques aux ministères, organismes, conseils et commissions du gouvernement, et conseille le gouvernement dans les affaires de droit constitutionnel et de droit civil intentées au nom de la Couronne. Il supervise des organismes, conseils et commissions comme la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, l'Office des affaires des victimes d'actes criminels, la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne et la Commission du droit de l'Ontario. Le ministère subventionne également les services d'Aide juridique Ontario et administre l'Unité des enquêtes spéciales.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
301 Programme d'administration du ministère	150 211 200	146 643 200	3 568 000	146 499 010
302 Programme de poursuites contre les criminels	250 077 500	221 464 500	28 613 000	208 715 126
303 Programme des services de justice à la famille	370 044 900	354 735 000	15 309 900	341 940 226
304 Programme des services juridiques	82 568 100	67 083 600	15 484 500	68 129 018
305 Programme des services aux tribunaux	352 005 100	337 001 600	15 003 500	338 935 027
306 Programme des services aux victimes	102 797 400	108 433 100	(5 635 700)	87 834 368
Moins : Mandats spéciaux	-	400 735 000	(400 735 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 307 704 200	834 626 000	473 078 200	1 192 052 775
Mandats spéciaux	-	400 735 000	(400 735 000)	-
Crédits législatifs	4 766 014	4 764 699	1 315	26 340 998
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 312 470 214	1 240 125 699	72 344 515	1 218 393 773
Redressement de consolidation net - Aide juridique Ontario	62 437 000	66 273 000	(3 836 000)	52 695 396
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 374 907 214	1 306 398 699	68 508 515	1 271 089 169

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
303 Programme des services de justice à la famille	499 000	761 000	(262 000)	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT	499 000	761 000	(262 000)	-
Total du ministère - Actif de fonctionnement	499 000	761 000	(262 000)	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
301 Programme d'administration du ministère	58 700 000	44 827 900	13 872 100	48 796 752
305 Programme des services aux tribunaux	154 895 100	110 113 000	44 782 100	14 396 368
Moins : Mandats spéciaux	-	20 000 000	(20 000 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	213 595 100	134 940 900	78 654 200	63 193 120
Mandats spéciaux	-	20 000 000	(20 000 000)	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	213 595 100	154 940 900	58 654 200	63 193 120
Redressement de consolidation net - Aide juridique Ontario	3 880 000	3 880 000	-	3 648 000
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	217 475 100	158 820 900	58 654 200	66 841 120
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 592 382 314	1 465 219 599	127 162 715	1 337 930 289

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances; ressources humaines; gestion des urgences; gestion des installations; recherche et analyse; coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi aux ministères du secteur de la justice des services communs en matière d'accès à l'information, de services en français, de qualité des services et de gestion des connaissances, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, ainsi que la Division des politiques et la Direction des communications.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	150 211 200	146 643 200	3 568 000	146 499 010
	Total, y compris mandats spéciaux	150 211 200	146 643 200	3 568 000	146 499 010
	Moins : Mandats spéciaux	-	51 862 000	(51 862 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	150 211 200	94 781 200	55 430 000	146 499 010
	Mandats spéciaux	-	51 862 000	(51 862 000)	-
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	46 858	983	40 152
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173	15 841	332	13 574
	Total - Crédits législatifs	64 014	62 699	1 315	53 726
	Total - Charges de fonctionnement	150 275 214	146 705 899	3 569 315	146 552 736
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Renouvellement des installations	58 700 000	44 827 900	13 872 100	48 796 752
	Total, y compris mandats spéciaux	58 700 000	44 827 900	13 872 100	48 796 752
	Moins : Mandats spéciaux	-	12 000 000	(12 000 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	58 700 000	32 827 900	25 872 100	48 796 752
	Mandats spéciaux	-	12 000 000	(12 000 000)	-
	Total - Charges d'immobilisations	58 700 000	44 827 900	13 872 100	48 796 752

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
301-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		17 953 400
	Avantages sociaux		1 605 700
	Transports et communications		549 200
	Services		129 733 000
	Fournitures et matériel		369 900
	Total à voter - Charges de fonctionnement		150 211 200
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 573 500	
	Avantages sociaux	161 100	
	Transports et communications	13 300	
	Services	417 600	
	Fournitures et matériel	20 800	2 186 300
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	1 983 900	
	Avantages sociaux	135 800	
	Transports et communications	20 100	
	Services	50 100	
	Fournitures et matériel	80 900	2 270 800
<i>Services de vérification</i>			
	Services	1 420 500	1 420 500
<i>Services des installations</i>			
	Traitements et salaires	3 161 000	
	Avantages sociaux	321 500	
	Transports et communications	161 800	
	Services	84 100	
	Fournitures et matériel	161 000	3 889 400
<i>Locaux - Frais de location</i>			
	Services	125 863 900	125 863 900

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Planification opérationnelle*

Traitements et salaires	4 326 900	
Avantages sociaux	438 900	
Transports et communications	202 100	
Services	1 037 300	
Fournitures et matériel	32 500	6 037 700

Ressources humaines

Traitements et salaires	2 442 800	
Avantages sociaux	61 800	
Transports et communications	123 200	
Services	219 000	
Fournitures et matériel	63 900	2 910 700

Division des politiques

Traitements et salaires	4 465 300	
Avantages sociaux	486 600	
Transports et communications	28 700	
Services	640 500	
Fournitures et matériel	10 800	5 631 900

Total à voter - Charges de fonctionnement		150 211 200
--	--	--------------------

Crédits législatifs

L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 173

Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère	150 275 214
--	--------------------

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

301-2 Renouvellement des installations

Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		58 700 000

Total à voter - Charges d'immobilisations	58 700 000
--	-------------------

Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère	58 700 000
--	-------------------

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Unité des enquêtes spéciales	6 758 100	5 716 700	1 041 400	5 689 745
2	Droit criminel	239 602 600	212 031 000	27 571 600	199 208 584
3	Projet de la justice applicable aux Autochtones	3 716 800	3 716 800	-	3 816 797
	Total, y compris mandats spéciaux	250 077 500	221 464 500	28 613 000	208 715 126
	Moins : Mandats spéciaux	-	66 270 000	(66 270 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	250 077 500	155 194 500	94 883 000	208 715 126
	Mandats spéciaux	-	66 270 000	(66 270 000)	-
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>	1 000	1 000	-	555 711
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	555 711
	Total - Charges de fonctionnement	250 078 500	221 465 500	28 613 000	209 270 837

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

302-1	Unité des enquêtes spéciales		
	Traitements et salaires		4 904 500
	Avantages sociaux		752 200
	Transports et communications		215 000
	Services		408 000
	Fournitures et matériel		478 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		6 758 100
<hr/>			
302-2	Droit criminel		
	Traitements et salaires		171 700 900
	Avantages sociaux		20 493 100
	Transports et communications		5 285 500
	Services		29 394 100
	Fournitures et matériel		5 249 000
	Paiements de transfert		
	Comités de justice pour la jeunesse	4 080 000	
	Programmes de déjudiciarisation	3 400 000	7 480 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		239 602 600
<hr/>			
	Crédits législatifs		
	Autres opérations		
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>		1 000
<hr/>			
302-3	Projet de la justice applicable aux Autochtones		
	Paiements de transfert		
	Programme des travailleurs judiciaires autochtones	2 866 400	
	Projets de la justice applicable aux Autochtones	850 400	3 716 800
	Total à voter - Charges de fonctionnement		3 716 800
<hr/>			
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels		250 078 500

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE - CRÉDIT 303

Ce programme administre les fonds en fiducie judiciaire et les fonds constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables; il protège l'intérêt du public dans les œuvres de bienfaisance; il enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés à des adultes incapables; il prend des décisions en matière de traitement médical au nom de personnes incapables; il administre les successions des personnes décédées sans laisser de testament ni de plus proche parent en Ontario; il protège les intérêts juridiques ainsi que les droits personnels et droits de propriété des enfants dans les affaires liées à la protection de l'enfance, à un divorce ou une séparation, ainsi qu'aux contentieux civils et aux dossiers de succession; il gère le Programme de visites surveillées dans les affaires mettant en cause la garde des enfants et le droit de visite; il est responsable de l'Aide juridique Ontario et du Programme de vérification et de supervision des libérations sous caution.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services de justice à la famille	84 233 800	70 847 400	13 386 400	72 437 626
2	Aide juridique Ontario	285 811 100	283 887 600	1 923 500	269 502 600
	Total, y compris mandats spéciaux	370 044 900	354 735 000	15 309 900	341 940 226
	Moins : Mandats spéciaux	-	109 560 000	(109 560 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	370 044 900	245 175 000	124 869 900	341 940 226
	Mandats spéciaux	-	109 560 000	(109 560 000)	-
	Total - Charges de fonctionnement	370 044 900	354 735 000	15 309 900	341 940 226
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	Aide juridique Ontario	499 000	761 000	(262 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT	499 000	761 000	(262 000)	-
	Total - Actif de fonctionnement	499 000	761 000	(262 000)	-

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

303-1	Services de justice à la famille		
	Traitements et salaires		33 543 400
	Avantages sociaux		4 264 800
	Transports et communications		1 643 800
	Services		29 646 300
	Fournitures et matériel		949 000
	Paiements de transfert		
	Visites surveillées	7 939 700	
	Vérification et supervision des libérations sous caution	6 237 900	
	Victimes de mauvais traitements	83 900	14 261 500
	Total partiel		84 308 800
	Moins : Recouvrements		75 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		84 233 800

*Sous-postes :**Gestion des programmes*

	Traitements et salaires	962 100	
	Avantages sociaux	138 500	
	Transports et communications	26 200	
	Services	234 500	
	Fournitures et matériel	35 000	1 396 300

Avocat des enfants

	Traitements et salaires	6 744 400	
	Avantages sociaux	848 600	
	Transports et communications	240 800	
	Services	23 233 700	
	Fournitures et matériel	153 000	
	Total partiel	31 220 500	
	Moins : Recouvrements	75 000	31 145 500

Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)

	Traitements et salaires	25 535 000	
	Avantages sociaux	3 222 900	
	Transports et communications	1 348 000	
	Services	6 082 400	
	Fournitures et matériel	744 700	36 933 000

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Visites surveillées*

Traitements et salaires	247 600	
Avantages sociaux	47 200	
Transports et communications	26 600	
Services	94 600	
Fournitures et matériel	14 100	
Paiements de transfert		
Visites surveillées	7 939 700	8 369 800

Vérification et supervision des libérations sous caution

Traitements et salaires	54 300	
Avantages sociaux	7 600	
Transports et communications	2 200	
Services	1 100	
Fournitures et matériel	2 200	
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	6 237 900	6 305 300

Victimes de mauvais traitements

Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	83 900	83 900

Total à voter - Charges de fonctionnement**84 233 800**

303-2 Aide juridique Ontario

Paiements de transfert		
Réinvestissements dans le Fonds d'aide juridique	262 000	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique - Services aux clients	224 920 100	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique - Administration	27 348 100	
Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique	33 280 900	285 811 100

Total à voter - Charges de fonctionnement**285 811 100****Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services de justice à la famille****370 044 900**

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

303-3	Aide juridique Ontario	
	Dépôts et charges payées d'avance	499 000
	Total à voter - Actif de fonctionnement	499 000
	Total (Actif de fonctionnement) - Programme des services de justice à la famille	499 000

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304

Ce programme appuie le rôle du procureur général de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il offre au gouvernement des conseils experts en matière de droit et le représente devant tous les types de tribunaux de la province. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités, politiques, programmes et services de base.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs, chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la codification des lois et règlements et assure le fonctionnement des organismes, conseils et commissions du ministère, notamment la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne et la Commission du droit de l'Ontario.

Le ministère administre aussi les enquêtes publiques.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Organismes, conseils et commissions	54 932 200	43 811 500	11 120 700	45 656 465
2	Services juridiques	22 942 200	18 846 400	4 095 800	18 535 760
3	Services des conseillers législatifs	4 693 700	4 425 700	268 000	3 936 793
	Total, y compris mandats spéciaux	82 568 100	67 083 600	15 484 500	68 129 018
	Moins : Mandats spéciaux	-	27 673 000	(27 673 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	82 568 100	39 410 600	43 157 500	68 129 018
	Mandats spéciaux	-	27 673 000	(27 673 000)	-
L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	1 000	1 000	-	19 333 491
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	19 333 491
	Total - Charges de fonctionnement	82 569 100	67 084 600	15 484 500	87 462 509

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

304-1	Organismes, conseils et commissions		
	Traitements et salaires		28 620 700
	Avantages sociaux		4 086 100
	Transports et communications		2 699 300
	Services		15 565 700
	Fournitures et matériel		1 064 900
	Paiements de transfert		
	Centre d'assistance juridique en matière de droits de la		
	personne	2 893 500	
	Renseignements au public - Aide communautaire	1 000	
	Commission du droit de l'Ontario	1 000	2 895 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		54 932 200

*Sous-postes :**Commission de révision de l'évaluation foncière*

	Traitements et salaires	4 614 600	
	Avantages sociaux	474 800	
	Transports et communications	738 500	
	Services	1 718 500	
	Fournitures et matériel	225 000	7 771 400

Commission des affaires municipales de l'Ontario

	Traitements et salaires	5 098 800	
	Avantages sociaux	657 500	
	Transports et communications	700 700	
	Services	334 400	
	Fournitures et matériel	90 900	6 882 300

Commission ontarienne des droits de la personne

	Traitements et salaires	9 937 300	
	Avantages sociaux	2 031 800	
	Transports et communications	650 300	
	Services	766 800	
	Fournitures et matériel	270 600	13 656 800

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Tribunal des droits de la personne de l'Ontario*

Traitements et salaires	7 899 500	
Avantages sociaux	836 200	
Transports et communications	440 800	
Services	336 900	
Fournitures et matériel	406 000	9 919 400

Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne

Traitements et salaires	663 000	
Avantages sociaux	36 000	
Services	1 022 200	
Paiements de transfert		
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	2 893 500	4 614 700

Renseignements au public

Traitements et salaires	407 500	
Avantages sociaux	49 800	
Transports et communications	169 000	
Services	11 385 900	
Fournitures et matériel	72 400	
Paiements de transfert		
Renseignements au public - Aide communautaire	1 000	12 085 600

Commissions royales

Services	1 000	1 000
----------	-------	-------

Commission du droit de l'Ontario

Paiements de transfert		
Commission du droit de l'Ontario	1 000	1 000

Total à voter - Charges de fonctionnement**54 932 200**

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

304-2	Services juridiques		
	Traitements et salaires		110 914 800
	Avantages sociaux		9 920 300
	Transports et communications		232 600
	Services		3 157 200
	Fournitures et matériel		580 800
	Paiements de transfert		
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Indemnisation des victimes	73 000	
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Recouvrement des coûts	25 000	
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Subventions	750 000	848 000
	Total partiel		125 653 700
	Moins : Recouvrements		102 711 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		22 942 200

*Sous-postes :**Droit civil et constitutionnel*

	Traitements et salaires	27 869 600	
	Avantages sociaux	2 702 100	
	Transports et communications	232 600	
	Services	3 157 200	
	Fournitures et matériel	580 800	
	Paiements de transfert		
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Indemnisation des victimes	73 000	
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Recouvrement des coûts	25 000	
	Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Subventions	750 000	848 000
	Total partiel	35 390 300	
	Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	12 449 100	22 941 200

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Services juridiques détachés*

Traitements et salaires	83 045 200	
Avantages sociaux	7 218 200	
Total partiel	90 263 400	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	90 262 400	1 000

Total à voter - Charges de fonctionnement		22 942 200
--	--	-------------------

Crédits législatifs

Autres opérations

L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	1 000
---	---	-------

304-3 Services des conseillers législatifs

Traitements et salaires	5 641 000
Avantages sociaux	563 000
Transports et communications	33 800
Services	264 900
Fournitures et matériel	55 000

Total partiel	6 557 700
---------------	-----------

Moins : Recouvrements	1 864 000
-----------------------	-----------

Total à voter - Charges de fonctionnement	4 693 700
--	------------------

Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services juridiques	82 569 100
--	-------------------

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils et de la famille de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de mettre en place un système de justice moderne, sûr et accessible.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration de la justice	226 511 800	213 010 900	13 500 900	219 072 091
2	Services judiciaires	125 493 300	123 990 700	1 502 600	119 862 936
	Total, y compris mandats spéciaux	352 005 100	337 001 600	15 003 500	338 935 027
	Moins : Mandats spéciaux	-	103 614 000	(103 614 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	352 005 100	233 387 600	118 617 500	338 935 027
	Mandats spéciaux	-	103 614 000	(103 614 000)	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 700 000	4 700 000	-	6 398 070
	Total - Crédits législatifs	4 700 000	4 700 000	-	6 398 070
	Total - Charges de fonctionnement	356 705 100	341 701 600	15 003 500	345 333 097
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Construction de tribunaux	154 895 100	110 113 000	44 782 100	14 396 368
	Total, y compris mandats spéciaux	154 895 100	110 113 000	44 782 100	14 396 368
	Moins : Mandats spéciaux	-	8 000 000	(8 000 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	154 895 100	102 113 000	52 782 100	14 396 368
	Mandats spéciaux	-	8 000 000	(8 000 000)	-
	Total - Charges d'immobilisations	154 895 100	110 113 000	44 782 100	14 396 368

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

305-1	Administration de la justice		
	Traitements et salaires		151 735 700
	Avantages sociaux		25 321 000
	Transports et communications		7 959 500
	Services		28 220 200
	Fournitures et matériel		13 275 400
	Total à voter - Charges de fonctionnement		226 511 800

Crédits législatifs

	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		4 700 000
305-2	Services judiciaires		
	Traitements et salaires		100 413 600
	Avantages sociaux		12 775 700
	Transports et communications		4 439 900
	Services		7 162 400
	Fournitures et matériel		700 700
	Paiements de transfert		
	Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges		1 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		125 493 300

Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux	356 705 100
---	--------------------

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

305-3	Construction de tribunaux		
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations	59 050 000	
	Projets d'infrastructure de grande envergure	95 845 100	154 895 100
	Total à voter - Charges d'immobilisations		154 895 100
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services aux tribunaux		154 895 100

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES - CRÉDIT 306

Ce programme offre son soutien aux victimes par le biais du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Gestion des services aux victimes	58 379 000	56 877 700	1 501 300	45 621 525
2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	20 434 200	16 525 200	3 909 000	15 752 978
3	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	23 984 200	35 030 200	(11 046 000)	26 459 865
Total, y compris mandats spéciaux		102 797 400	108 433 100	(5 635 700)	87 834 368
Moins : Mandats spéciaux		-	41 756 000	(41 756 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		102 797 400	66 677 100	36 120 300	87 834 368
Mandats spéciaux		-	41 756 000	(41 756 000)	-
Total - Charges de fonctionnement		102 797 400	108 433 100	(5 635 700)	87 834 368

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
306-1	Gestion des services aux victimes		
	Traitements et salaires		7 045 300
	Avantages sociaux		1 035 600
	Transports et communications		864 600
	Services		5 245 600
	Fournitures et matériel		292 400
	Paiements de transfert		
	Initiatives communautaires contre les crimes haineux	810 000	
	Financement d'urgence aux victimes	1 900 000	
	Subventions pour les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (y compris le projet de la stratégie pour le Nord)	9 467 600	
	Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	10 590 700	
	Projets spéciaux d'aide aux victimes	3 532 700	
	Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	12 993 300	
	Programme des enfants témoins	1 625 000	
	SupportLink	676 200	
	Programme de subventions aux communautés	2 000 000	
	Services juridiques spécialisés - Barbra Schlifer Clinic	300 000	43 895 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		58 379 000
306-2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins		
	Traitements et salaires		14 261 400
	Avantages sociaux		2 188 600
	Transports et communications		1 166 200
	Services		2 322 700
	Fournitures et matériel		495 300
	Total à voter - Charges de fonctionnement		20 434 200

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

306-3	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	
	Traitements et salaires	3 483 400
	Avantages sociaux	484 600
	Transports et communications	404 400
	Services	2 435 600
	Fournitures et matériel	159 500
	Paiements de transfert	
	Indemnisation des victimes d'actes criminels	17 016 700
	Total à voter - Charges de fonctionnement	23 984 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux victimes	102 797 400

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2007-2008 \$	Chiffres réels 2006-2007 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 249 292 999	1 227 561 073
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(9 167 300)	(9 167 300)
Total - Charges de fonctionnement (données ayant subi un retraitement)	1 240 125 699	1 218 393 773

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement. Les chiffres réels de 2006-2007 ont été rectifiés en fonction de la ou des nouvelles structures ministérielles en 2007-2008.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2007-2008 \$	Chiffres réels 2006-2007 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	67 082 900	63 193 120
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2007-2008	87 858 000	-
Total - Charges d'immobilisations (données ayant subi un retraitement)	154 940 900	63 193 120

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations. Les chiffres réels de 2006-2007 ont été rectifiés en fonction de la ou des nouvelles structures ministérielles en 2007-2008.